

Regards européens sur la Turquie

jeudi 21 juin 2007, par [Meike Dülffer](#)

La Turquie doit-elle entrer dans l'Union européenne ? Peut-on même la compter parmi les Etats européens ? Ces questions sont au cœur des débats houleux qui animent responsables politiques et intellectuels comme aucun autre sujet. Mais si les positions semblent irréconciliables, elles contribuent en tous cas à accélérer les évolutions et à avancer sur la voie de l'entente intereuropéenne.

Depuis octobre 2005, l'Union européenne mène avec la Turquie des négociations officielles sur son adhésion. Contrairement aux négociations menées jusqu'à présent, celles-ci sont "ouvertes à toute issue" : l'adhésion à l'Union européenne n'est donc pas une fin en soi. Mais malgré les discussions en cours, plusieurs tendances se dessinent en Europe à ce sujet.

Le nouveau président français, Nicolas Sarkozy, s'est ainsi clairement opposé en mai 2007 à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. La chancelière allemande, Angela Merkel, fait également partie des sceptiques. La Grande-Bretagne et la Suède, au contraire, plaident pour son adhésion, essentiellement pour des raisons économiques et stratégiques.

Différents facteurs entrent en jeu dans le débat sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne : les aspects historique et géographique, les politiques de sécurité nationale, les stratégies économiques, et enfin, de manière plus générale, la vision du monde.

Géographie et Histoire

Les frontières de l'Union européenne ont sans cesse été repoussées, suite aux six élargissements successifs. Pourtant, les arguments géographiques jouent un rôle important aussi bien chez les opposants que chez les partisans de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Nicolas Sarkozy fonde ainsi ses propos sur l'argument suivant : la Turquie appartient à l'Asie Mineure et non pas à l'Europe. A l'inverse, l'écrivain turc, Orhan Pamuk, se sert du même argument dans une interview à l'Express du 3 mai 2007 pour défendre la position contraire : "Si vous me demandez si Istanbul est en Europe, je vous répondrai qu'il suffit de regarder la carte du monde pour le constater."

"Les frontières de l'Europe, particulièrement à l'Est, n'ont jamais été claires", estime le journaliste grec Machalis N. Katsigeras, soulignant sans équivoque le paradoxe de cet argument dans un article du 5 mai 2007 dans I kathimerini. "La géographie pourrait certes apporter des réponses mais des facteurs historiques, anthropologiques et culturels compliquent le sujet." Katsigeras souligne que les limites géographiques ont été interprétées différemment d'un point de vue historique. "Il y a donc la vision gaullienne de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural, l'Europe catholique des croisés, l'Europe chrétienne de la Sainte-Alliance, la nouvelle Europe d'Hitler, la Nouvelle Europe dessinée à Bruxelles par les défenseurs de l'élargissement."

Les intérêts stratégiques

Le principal argument des partisans de l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne est de nature stratégique. Peu importe les différences entre la Turquie et les Etats membres actuels, ils sont d'avis qu'une collaboration avec la Turquie implique des avantages économiques, politiques, militaires et donc géopolitiques pour tout le monde.

La Turquie pourrait contribuer à résoudre le problème démographique de l'UE, c'est ce qu'écrit le journaliste autrichien Michael Moravec dans le Standard du 6 septembre 2006 : "Le pays comptera bientôt 80 millions d'habitants et sa moyenne d'âge fait rêver l'Europe. La Turquie est un marché, un lieu de production à bas coûts et un vivier de main-d'œuvre pour une Europe proche de la pénurie."

L'Union européenne a besoin de la Turquie pour des raisons économiques certes, mais pas uniquement. Le rédacteur en chef du quotidien français La Tribune, Daniel Vigneron, met en avant les raisons géostratégiques dans un article du 12 décembre 2006 : "Forte d'une Turquie musulmane incontournable dans la région et deuxième puissance militaire de l'OTAN, dotée d'un potentiel économique et humain sans équivalent sur le Vieux Continent, l'UE peut trouver sur ce terrain les moyens de sa puissance." Le sociologue britannique Anthony Giddens abonde dans le même sens ; il explique dans un article du journal italien La Repubblica du 29 juin 2006 : "L'Europe a besoin de la Turquie comme la Turquie a besoin de l'Europe. Cette dernière ne peut espérer être un acteur géopolitique de premier plan si elle dit non à la Turquie."

Même les sceptiques de l'adhésion concèdent que l'Europe a besoin de la Turquie pour des raisons stratégiques. Ils ajoutent cependant qu'il n'est pas nécessaire en ce sens que la Turquie adhère à l'UE mais qu'il suffirait d'entretenir de bonnes relations de voisinage. Ainsi Angela Merkel propose par exemple d'engager un "partenariat privilégié" - et d'éviter par là une adhésion à l'UE.

Un progrès démocratique

Ceux qui défendent un partenariat mais ne veulent pas voir la Turquie à l'intérieur de l'UE avancent souvent l'argument selon lequel la Turquie ne remplirait pas les critères d'adhésion : de fait, la Turquie ne reconnaît pas Chypre, Etat membre de l'UE, les droits des minorités, kurdes et chrétiennes notamment, ne sont pas garantis, et la liberté d'expression se voit amputée. C'est particulièrement l'article de loi qui punit la diffamation de l'identité turque qui a entraîné de vifs débats dans la communauté européenne. Le romancier Orhan Pamuk a ainsi fait l'objet d'une attaque en justice, parce qu'il avait parlé publiquement du génocide arménien. Une plainte a été déposée à l'encontre de l'écrivaine Elif Shafak, parce qu'une de ses héroïnes avait enfreint cet article de loi. Pour toutes ces raisons, la Turquie ne correspond pas aux standards européens, estiment les opposants à son entrée dans l'UE.

Qu'il y ait des déficits dans ces domaines, les partisans d'une Turquie européenne le reconnaissent aussi. Ils soulignent cependant que le pays a déjà réalisé une transformation importante en matière de démocratie et de respect des Droits de l'Homme, et ce grâce à l'Europe. "La Turquie a fait de grands progrès ces dernières années, et la plupart ont été accomplis dans la perspective d'une possible adhésion à l'UE", poursuit Anthony Giddens.

"La Turquie a un long chemin derrière elle", constate l'historien britannique Norman Davis dans une interview au quotidien allemand Die Welt du 9 mai 2006. Il ajoute : "Le meilleur exemple de comparaison est la Russie. Pensez à l'état de la Russie en 1922 et dans quelle situation la Turquie se trouvait alors. Où préféreriez-vous habiter aujourd'hui ? Moi, sans hésiter, en Turquie."

Le journaliste estonien, Erkki Bahovski, établit la même comparaison dans un article du Postimees où il commente le meurtre du journaliste turco-arménien Hrant Dink à Istanbul : "Les assassinats d'Anna Politkovskaïa et de Hrant Dink, ou plutôt les réactions suscitées par ces crimes, ont montré qui appartient vraiment à l'Europe et qui n'y appartient pas. Evidemment, la Turquie a des problèmes : le problème chypriote n'a pas encore trouvé d'issue, ni le problème de la reconnaissance du génocide arménien. Mais contrairement à la Russie, la Turquie est sur la bonne voie."

Scepticisme de la population

Quant à la population européenne, elle ne se laisse guère convaincre par les arguments géographiques et

stratégiques. C'est ce que montre une étude du Centre for European Policy Studies (CEPS) de mai 2007 qui a évalué les résultats d'un sondage de l'eurobaromètre. Selon ce sondage, le scepticisme envers la Turquie grandit au sein de la population. Une des raisons avancées est que les Européens voient leur identité menacée par l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne.

Le point le plus discuté est la religion. Les Etats membres actuels sont, en grande majorité, chrétiens, la Turquie, elle, est musulmane. Alors que les uns s'interrogent sur ce que pourrait être une cohabitation entre chrétiens et musulmans au sein de l'Union européenne, les autres craignent surtout l'islamisme militant.

Crainte de l'islamisme

Le sociologue portugais André Freire par exemple, mettait en garde les lecteurs du journal *Publico*, le 23 avril 2007 : "L'entière intégration de la Turquie, qui ne présente pas d'intérêt ni pour la Turquie, ni pour l'UE, cache le danger que l'islamisme arrive en Europe, ce qui pourrait affaiblir et nuire à l'Union européenne."

L'écrivain luxembourgeois Jean Portante avance également l'argument de l'islamisme, dans le *Jeudi* du 8 mars, mais justifie ainsi sa position favorable à l'adhésion de la Turquie : "Or, c'est justement parce qu'ils ne veulent pas tomber sous la domination d'un islamisme radical qui s'érige à leurs frontières que les Turcs rêvent de notre Europe et de ses valeurs. Pour la Turquie, nous sommes, comme jadis nous l'avons été pour la Pologne ou la Hongrie, le moyen d'échapper à une domination dont elle ne veut pas."

L'islam et l'Europe

En Turquie, la relation entre l'Etat turc laïc, les responsables politiques musulmans et les islamistes radicaux est au cœur des discussions. Ce faisant, le débat autour d'une éventuelle adhésion à l'UE génère des recoupements d'idées surprenants, comme le souligne l'écrivaine turque Elif Shafak dans *Die Zeit* du 10 mai 2007 : "Il est intéressant de noter combien les jusqu'au-boutistes anti-occidentaux de Turquie et les jusqu'au-boutistes antiturcs d'Europe ont de choses en commun. Les uns et les autres considèrent l'islam et la démocratie occidentale comme incompatibles. Les uns et les autres sont opposés à l'adhésion de la Turquie à l'UE."

Le sociologue et essayiste allemand, Wolf Lepenies, qui voit d'un œil très critique le déficit démocratique de la Turquie, ne considère pas l'identité européenne, imprégnée par le christianisme, comme menacée. Dans un discours, publié par le *Süddeutsche Zeitung* le 9 octobre 2006, il expliquait : "En revanche, le fait que l'Europe chrétienne risque de perdre son âme avec cette adhésion n'est pas un argument. L'Europe - et c'est sa force - n'a jamais eu l'âme pure."

L'Union européenne, à la découverte d'elle-même

Les débats sur l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne pourraient finalement aider l'Union à trouver une nouvelle identité. Avant son assassinat, le journaliste turco-arménien Hrant Dink écrivait dans un article publié par la *taz* le 24 janvier 2007 : "La Turquie est une sorte de miroir pour ceux qui se posent des questions. En faisant un détour par la Turquie, ils sont en fait en quête d'eux-mêmes. Et c'est parce que, malgré leurs considérations, ils n'avancent pas, qu'ils s'interrogent sur ce qu'ils apprennent de nous. Pour eux, nous sommes une sorte de miroir doué de parole. Bien sûr, ils sont aussi notre miroir. Nous aussi, nous nous comprenons, ou plutôt nous ne comprenons souvent nos 'affaires personnelles' que grâce à leur médiation."

** Meike Dülffer est rédactrice auprès d'euro|topics. Après des études des langues slaves, d'histoire de l'Europe de l'Est et des sciences politiques, elle a travaillé comme journaliste pour la Berliner Zeitung et la*

Netzeitung.

Traduction : Anne Lainault

Sources

Source : Euro|topics (Allemagne), 12.06.2007